ON CONTINUE | n° 149 • juillet 2024

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

LA BATAILLE N'EST PAS FINIE !

Si certains ont poussé un "ouf" de soulagement face au revers subi par l'extrême droite dans les urnes, cela ne doit pas nous faire oublier les résultats du premier tour et la progression du RN. Depuis les années 80, les gouvernements successifs n'ont mis en œuvre que des politiques favorisant le grand Capital. Les sommets ont été atteints sous la présidence de Hollande, «*grand ennemi de la finance*», et celle de Macron, «*seul barrage contre l'extrême droite.*»

Après la période COVID, pendant laquelle Macron accorde l'aumône aux travailleurs, retraités et privés d'emploi, il offre des contreparties financières importantes à ses amis du Capital. Il méprise le Parlement par l'utilisation de l'article 49.3.
Il méprise le peuple et installe sa riposte par la violence policière, les réquisitions, et continue d'affirmer que sa réforme des retraites est juste et obligatoire pour sauver le système par répartition d'un déficit imaginaire.
Avec ses alliés des médias du Capital, il ouvre grand les portes aux idées d'extrême droite en faisant passer les immigrés et les privés d'emploi pour des profiteurs du système social. Il flirte avec l'extrême droite (RN et autres) et la droite extrême (LR) en faisant voter la loi immigration et la loi sur l'assurance chômage.

Après les résultats des élections européennes, il a presque rempli l'objectif que lui a fixé le Capital en crise. Par la dissolution de l'Assemblée nationale, la voie royale pour le RN est balisée. Les résultats du premier tour des élections offrent la possibilité d'avoir un gouvernement d'extrême droite à la tête du pays.
Mais avec le Nouveau Front Populaire en tête et le RN relégué à la troisième position, le second tour des législatives a créé la surprise.
Si l'extrême droite échoue une troisième fois à conquérir le pouvoir, elle progresse en nombre de députés.

Un nouveau gouvernement va être sollicité par le président de la République. Quelle qu'en soit la composition, ne renouvelons pas les erreurs du passé.

La CGT doit s'inscrire dans un plan de travail pour mobiliser l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi à s'emparer des revendications de la CGT. L'ensemble des syndiqués, élus et militants, doit sans attendre faire connaître ses revendications et aller aux débats avec l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.
Les revendications de la CGT sont largement réalisables en mettant le Capital à contribution.

Face à Macron et à l'extrême droite, seule la mobilisation des travailleurs, des actifs aux retraités, des privés d'emploi et des étudiants peut permettre d'obtenir les revendications essentielles qui ont été au cœur des débats de la campagne de gauche : l'abrogation de la réforme des retraites, la retraite à 60 ans, l'augmentation du SMIC et de tous les salaires, leur indexation sur l'inflation et la fin des mesures autoritaires et racistes.

Sommaire

Une : L'édito • L'action, une seule solution : la mobilisation des travailleurs p.2 • L'information : augmentation des pensions de retraite p.3 • L'orga-le point p.4 •

ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la **FNIC** (Fédération Nationale des Industries Chimiques)
FNIC CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** / e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**
Directeur de publication : **SERGE ALLEGRE**
Bimensuel — 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0129 S 08416

l'action

UNE SEULE SOLUTION : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS

Les résultats des élections législatives sont maintenant connus ; c'est le scénario que personne n'envisageait qui s'est finalement imposé, à l'issue d'un second tour marqué par une forte participation. Les partis de gauche composant le Nouveau Front Populaire (182 députés) arrivent finalement en tête juste devant le bloc macroniste (168), reléguant l'extrême droite (143), donnée victorieuse ces dernières semaines, en dernière position, bien qu'elle obtienne un nombre record de députés. La solution ne peut pas venir uniquement du vote des citoyens.

Face aux arrangements à venir pour former un gouvernement, les travailleurs ne doivent avoir confiance qu'en leurs forces. Aucun gouvernement, même « de gauche », ne sera en mesure d'améliorer nos vies. Nous en avons suffisamment payé les conséquences pendant de nombreuses années de social-démocratie, qui n'ont fait qu'ouvrir la porte à l'extrême droite et aider le patronat. C'est aussi en construisant des mobilisations capables d'arracher les revendications qu'il sera possible de faire reculer l'extrême droite durablement, en allant débattre de nos propositions avec les salariés dans les entreprises, les retraités, les étudiants et les privés d'emploi dans les territoires :

- **Affirmation claire pour la paix et le désarmement.**
- **Augmentation du SMIC à 2400 € brut.**
- **Pas de pension de retraite inférieure au SMIC revendiqué.**
- **Augmentation des salaires et des pensions.**
- **Égalité effective entre les femmes et les hommes.**
- **Retraite à 60 ans avec 37,5 annuités (55 ans pour les métiers pénibles).**
- **Réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires, 28h pour les travailleurs postés.**
- **Instauration d'un impôt sur les grandes fortunes.**
- **Une Sécurité sociale intégralement financée par les cotisations sociales et sous contrôle des représentants des salariés et des patients.**
- **Remplacement de la CSG par une cotisation sociale de 60 % pour l'employeur et 40 % pour le salarié, et baser le financement de la retraite exclusivement sur le travail.**
- **Abrogation des réformes de l'assurance chômage et de la loi immigration.**
- **Arrêt des exonérations de cotisations sociales et des aides publiques aux entreprises qui font des profits.**
- **Réappropriation par les travailleurs des grands secteurs industriels et bancaires pour financer la politique de transition écologique et énergétique, et pour garantir une baisse des prix de l'énergie.**
- **Investissements financiers et humains dans les services et infrastructures publics (éducation, santé, justice, logement, transport, recherche...).**
- **Recherche d'accords de coopération entre les États en lieu et place des accords de libre-échange.**
- **Réorientation de la PAC vers les producteurs respectant les normes environnementales.**
- **Lutte contre le dumping social et les délocalisations par la mise en place d'un bouclier social et fiscal.**

⇨ UNE LARGE MOBILISATION DES RETRAITÉS, DES PRIVÉS D'EMPLOI, DES ÉTUDIANTS ET DES TRAVAILLEURS PAR DES GRÈVES MASSIVES DANS LES ENTREPRISES EST INDISPENSABLE POUR RÉAFFIRMER NOS REVENDICATIONS.

l'information

AUGMENTATION DES PENSIONS DE RETRAITE

Au 31 décembre 2023, par rapport à 2017, l'indice des prix a progressé de 17 % (sans tenir compte des dépenses contraintes telles que frais médicaux non remboursés, mutuelles +10 %, franchises médicales).
Cependant, les pensions n'ont augmenté que de 7,9 %, soit une baisse de pouvoir d'achat de 9,1 %. Et la somme des pertes pendant les 84 mois de cette période équivaut à 2,8 mois de pension. Pire, pour les personnes en retraite ayant subi la hausse de la CSG de 25 % en 2018, les pertes s'élèvent à 11 % de pouvoir d'achat et à 4 mois de pension.
Et ce n'est pas terminé pour l'année 2024 :
• Hausse continue des prix de l'énergie 10 % sur l'électricité au 1er février.
• Doublement de la taxe intérieure sur le gaz et l'électricité (les tarifs gaz et électricité ont doublé depuis 2008).
• Doublement des franchises médicales sur les consultations et les médicaments au 31 mars
• Augmentation minimum de 10 % des cotisations complémentaires santé pour chacune des 4 années à venir.

Selon la DREES, le nombre de retraités ayant touché le minimum vieillesse est passé de 560 000 à 700 000, incluant une augmentation de 67 000 retraités en 2022. Cette situation confirme que beaucoup de retraités coupent ou baissent le chauffage, surveillent leur consommation d'eau, renoncent à se soigner face aux difficultés d'accès aux soins et aux dépassements d'honoraires et ne font qu'un seul repas par jour. Sur les 17 millions de retraités que compte le pays, 37 % vivent avec une pension en dessous du seuil de pauvreté.

LA FNIC-CGT A DES REVENDICATIONS VALIDÉES DANS LE DOCUMENT D'ORIENTATION AU 43ÈME CONGRÈS EN 2024 (FICHE N°8 DU DOCUMENT) :

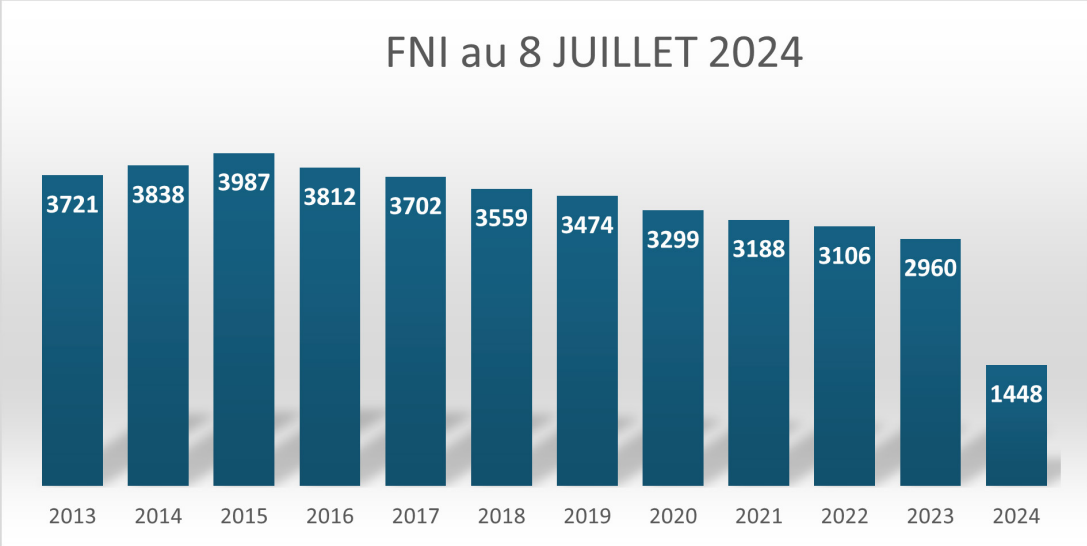
• Augmentation du SMIC à 2 400 € brut
• Le montant de la pension doit s'établir à 75 % du salaire calculé, sur les dix meilleures années.
• Une revalorisation immédiate des pensions de 10 % doit être mise en œuvre, suivie d'une indexation sur les salaires avec un minimum de 2400 € par mois.
• Pas de pension de retraite inférieure au SMIC revendiqué.
• Égalité effective entre les femmes et les hommes.
• Remplacement de la CSG par une cotisation sociale répartie à 60 % pour l'employeur et 40 % pour le salarié et baser le financement de la retraite exclusivement sur le travail.

CES REVENDICATIONS SONT LARGEMENT RÉALISABLES EN METTANT LE CAPITAL À CONTRIBUTION PAR :

- L'arrêt des exonérations de cotisations sociales.
- L'augmentation des salaires (minimum 2 400 € brut/mois).
- L'obligation de supprimer les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes.
- L'interdiction des licenciements.
- Des embauches massives par la mise en place des 32h ou 28h pour les travailleurs postés.
- L'augmentation sans modulation des cotisations patronales de retraite, gelées depuis 20 ans.
- Le remplacement de la CSG par une cotisation sociale répartie à 60 % pour l'employeur et 40 % pour le salarié et baser le financement de la retraite exclusivement sur le travail.
- La soumission à cotisation de toute forme de rémunération (participation, intéressement, abondements...).

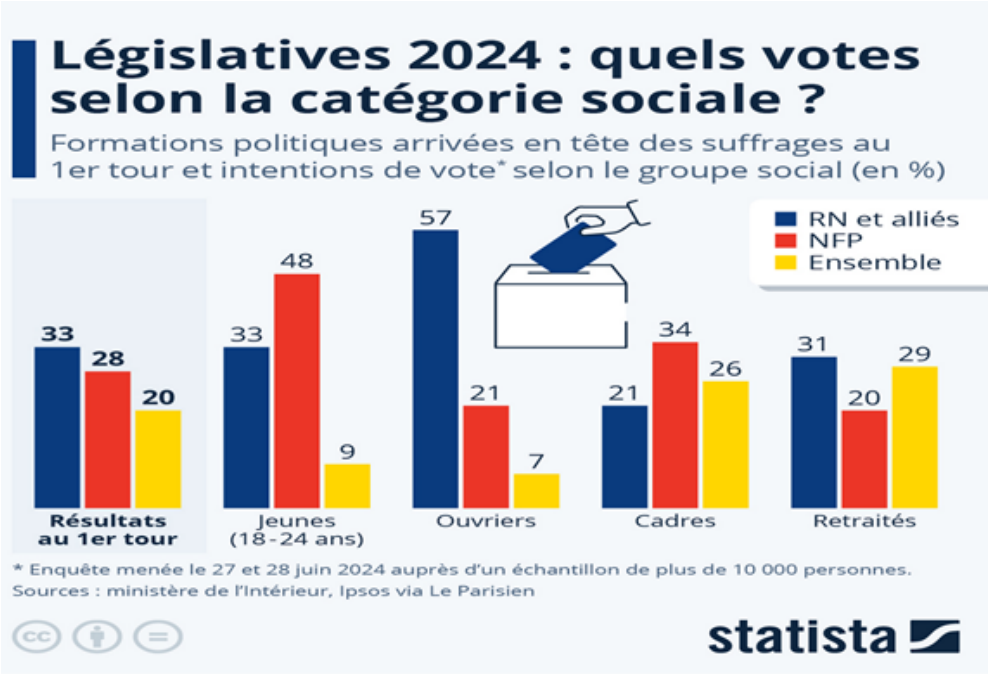
l'orga – le point...

LA COTISATION : UN MOYEN DE COMPTER NOS FORCES !



l'orga – le point...

Votes aux élections législatives selon les Catégories Sociaux-Professionnelles.



Comme le révèlent les données, les ouvriers ont largement plébiscité le RN et ses alliés (57 %), et ces derniers obtiennent également un score important chez les employés (44 %).
La formation politique d'extrême droite a gagné un grand nombre de voix chez les retraités, où elle arrive en tête (31 %), bien que de peu devant la majorité présidentielle (29 %).
Chez les jeunes : un jeune âgé de 18 à 24 ans sur deux (48 %) a voté pour le NFP, le RN et ses alliés récoltent un tiers des voix (33 %) dans cette tranche d'âge, contre 9 % pour Ensemble. Outre chez les jeunes, le NFP est également arrivé en tête chez les cadres (34 %) et les professions intermédiaires (35 %).

Parmi les catégories sociales étudiées, c'est chez les cadres que le RN recueille son score le moins élevé (21 %) pour le NFP, il s'agit des retraités (20 %) et pour Ensemble, des ouvriers (7 %).

Prendre ces chiffres sortis d'un institut de sondage sans une analyse politique est trompeur car pour une partie des électeurs du RN, le vote ne traduit pas forcément une adhésion aux idées fascistes et racistes, mais plutôt un rejet des autres partis politiques, qui pourtant, pour certains, portent des idées progressistes.
Dans un prochain numéro, nous ferons l'analyse de ces votes.